

**EMPLOI**

# L'entrepreneuriat féminin au-delà des préjugés

**Les femmes entrepreneures ne représentent que 3,2% de l'ensemble de la population. Ce phénomène prospère aussi bien en Tunisie qu'au Maroc a du mal à être cerné en Algérie. Il constitue une véritable révolution dans une société à tendance conservatrice mais est, souvent, perçu telle une rébellion.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Certainement que l'activité économique des femmes a doublé, en passant de 7,6% à 17,5% de 1977 à 2014, mais ces chiffres sont très relatifs, a révélé Ouaddah Rebrab Saliha, maître de conférences et chercheuse en statistiques et démographie. Il y a lieu de rappeler que le taux de chômage affectant la gent féminine a été multiplié par plus de 9 durant la même période, en sautant de 3,2% à 29,1%, notifie-t-elle. Par conséquent, les femmes n'incarnent que 19% de la population active. Des statistiques qui ne peuvent être qu'effarantes considérant les potentialités économiques que perd l'Algérie dans ces chiffres.

Le constat est plus dramatique si l'on considère que, souvent, le chômage féminin n'est même pas qualifié de tel et est perçu comme étant «une normalité» voire «une obligation» parfois. Dès lors le lobby conservateur se disant «traditionnel», très présent, est définitive-

ment dangereux pour la société en tant que telle. Et il est tout aussi néfaste pour l'économie nationale la privant d'une grande partie de ses ressources humaines féminines, même les plus qualifiées.

Selon les données de l'Office national des statistiques (ONS), le taux de chômage des femmes avoisinerait les 20% en moyenne ! Pour les diplômées de l'enseignement supérieur, les taux affichés sont plus déplorables : ils avoisinent les 35%, allant jusqu'à 40% dans certaines régions. Parallèlement, le taux global de l'activité économique des femmes ne dépasse pas les 16,6% en 2013. Parlant entrepreneuriat féminin, la part des femmes chefs d'entreprise par rapport au nombre d'employeurs est de 6% seulement. Autrement dit, le nombre de femmes chefs d'entreprise est de l'ordre de 22 000 : le nombre de femmes inscrites au registre de commerce est de 8% uniquement. Selon cette étude de l'ONS, les femmes restent égale-

ment en nombre faible dans les différents dispositifs et programmes sectoriels dédiés au soutien de l'emploi. Ainsi 7% seulement ont bénéficié du dispositif Ansej en 2011, 4% de l'Andi entre 2005 et 2011, et 1,6% parmi 3,6% d'elles ont profité de programmes dédiés à l'agriculture pour l'intervalle 2008-2010.

Par ailleurs, ces 6% de femmes chefs d'entreprise ont une dispersion qui remettra, probablement, en question certaines idées reçues. Ayant étudié leurs principaux secteurs d'activité, S. Ouaddah a dénombré 50% d'elles dans les services, 21% dans l'artisanat et 9% dans les professions libérales. Etonnamment, le secteur de l'industrie arrive en quatrième place avec 7% avant même l'agriculture 5%. Elle nous a également précisé que ces entrepreneures ont majoritairement un niveau d'instruction primaire et que celles diplômées de l'enseignement supérieur sont quasi inexistantes.

Un aspect quelque peu désagréable puisque, à ce premier stade, leurs connaissances peuvent se montrer certainement limitées. Cela démontre également que les politiques de communication mal ajustées ou inadaptées



Photos : DR

**Le taux relatif à l'entrepreneuriat féminin demeure bas.**

des dispositifs publics de soutien à l'emploi peuvent créer des déséquilibres macroéconomiques de ce type. Et ce, en marginalisant les femmes ayant fait des études supérieures dans les politiques de promotion de l'entrepreneuriat.

D'un autre côté, l'étude de la chercheuse montre que 37% de ces entrepreneures sont âgées de 25 à 30 ans et que leur plus grande majorité est ressortissante des wilayas suivantes : Béjaïa, Tizi-Ouzou, Alger et Oran. Des villes connues pour leur «ouverture d'esprit» et où le rôle économique de la femme est plus valorisé. Dès lors,

le travail des autorités ne doit pas s'opérer sur le volet économique de l'entrepreneuriat féminin mais plus intensivement sur l'aspect socioculturel de cette révolution ; ce qui nécessite définitivement plus d'efforts.

Puisque les mentalités intégristes et la pression sociale sont les premières barrières qui entravent la femme algérienne à être entrepreneure et d'assumer «son double statut» au quotidien, dans son cercle familial et dans son activité professionnelle, face et contre les préjugés de la société.

N. B.

**COMPLEXE SIDÉRURGIQUE D'EL HADJAR**

## La reprise de la production prévue en août prochain

**La date du 4 août prochain est retenue pour la mise en service de la zone chaude dont le haut-fourneau n°2 du complexe sidérurgique d'El Hadjar, à l'arrêt total depuis plusieurs mois. Selon des sources crédibles de l'intérieur du complexe, la réhabilitation de cette partie des installations est en bonne voie.**

Initialement prévue pour redémarrer en février 2016, la production de l'acier du complexe d'El Hadjar a vu cette date reportée à plusieurs reprises. On avait ainsi avancé le début du mois de mai 2016, puis la fin du même mois pour, finalement, annoncer la date du 4 août 2016.

Durant tous ces mois, la réhabilitation a souffert du fait des travaux au ralenti entrepris par la société italienne Ferretti qui a été finalement remerciée.

Elle a été remplacée au milieu du mois de mai écoulé par une société belge qui,

**Redonner un second souffle à la sidérurgie algérienne.**

apparemment, et aux dires de cadres sidérurgistes, a entamé dans des conditions satisfaisantes les travaux de réhabilitation.

Pour rappel, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, a

annoncé, en présence de cadres d'Imetal, lors de sa visite au complexe en octobre 2015, le lancement de la réhabilitation du complexe sidérurgique d'El Hadjar qui devait se faire en plusieurs étapes. Celle-ci

s'inscrit dans le cadre du plan d'investissement soutenu financièrement par le gouvernement algérien pour un milliard de dollars. Sont également concernées par l'investissement public les mines de l'Ouenza et Boukhadra, dans la wilaya de Tébessa, pour augmenter leur production en minerai de fer nécessaire au complexe.

L'investissement vise aussi à redonner un second souffle à la sidérurgie algérienne malmenée et en perte de crédibilité depuis l'avènement du partenariat avec l'indien ArcelorMittal.

Tout comme il tend principalement à préserver l'emploi de quelque 5 000 salariés qui vivaient ces derniers temps avec beaucoup d'appréhension quant au devenir de leur outil de production.

La date du 4 août avancée pour la reprise de la première phase de production sera-t-elle respectée cette fois-ci ? C'est la question qui revient dans le milieu des sidérurgistes d'El Hadjar.

A. Bouacha

**TERMINANT SOUS 50 DOLLARS POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LUNDI**

## Le pétrole boucle la semaine en baisse

**Les prix du pétrole continuaient à perdre du terrain vendredi en fin d'échanges européens, lestés par des prises de bénéfices dans un marché reprenant son souffle après être monté au plus haut en plusieurs mois.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 50,84 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,11 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, les cours ont fortement baissé, rattrapés par un mouvement général de craintes sur les marchés mondiaux. Le cours du baril de référence (WTI)

pour livraison en juillet a perdu 1,49 dollar à 49,07 dollars sur le New York Mercantile Exchange, terminant sous 50 dollars pour la première fois depuis lundi. «On voit apparaître des inquiétudes sur les perspectives économiques mondiales (...) avec une fuite vers les actifs les plus sûrs», a expliqué Phil Flynn, de Price Futures Group. «Les investisseurs achètent de l'or, ils vendent en

Bourse... Et ils vendent du pétrole».

L'aversion au risque était générale vendredi sur les marchés mondiaux, à l'approche d'une réunion la semaine prochaine de la Réserve fédérale américaine (Fed) et, surtout, d'un référendum à la fin du mois sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne.

«Les investisseurs sont en train de réduire leur exposition au risque avant le référendum du 23 juin, (...) par crainte qu'un Brexit nuise à la croissance économique européenne», a souligné dans une

note Tim Evans, de Citi. Il pointait aussi vers un renforcement du dollar, susceptible de nuire aux cours pétroliers puisqu'ils sont libellés en monnaie américaine et en deviennent moins intéressants pour les détenteurs d'autres devises.

En début de semaine, les cours du pétrole avaient plusieurs fois terminé au plus haut depuis près d'un an, soutenus par des problèmes de production au Nigeria, ainsi que, plus largement, par l'idée que la surabondance mondiale donne des signes d'assèchement.

«Il y a toujours beaucoup de

pétrole sur le marché», a souligné Gene McGillian, de Tradition Energy. «On ne peut pas totalement ignorer le fait que les réserves restent proches de leurs records aux Etats-Unis et dans le reste du monde.»

En baissant franchement depuis le début d'année, la production américaine avait donné une forte lueur d'espoir au marché. Mais elle commence à donner des signes de stabilisation, si ce n'est de rebond, avec sa première hausse hebdomadaire depuis trois mois annoncée mercredi.

Y. D.